

homme de talent, — parmi les *tories* — a voulu marcher le front haut et élever la voix pour obtenir justice et respect pour ses compatriotes, on lui a vite fermé la bouche et acheté son influence avec une place de juge, un porte-feuille de ministre, un titre de sire, d'honorable, de sénateur, etc.

Vous vous rappelez ce qu'a dit, un jour, un ancien gouverneur anglais à ses compatriotes : "Si vous voulez détruire l'influence des Français en Canada, donnez-leur des titres". N'a-t-on pas suivi cette maxime depuis nombre d'années ? On cherche maintenant à vous détruire complètement, et je crois qu'avant longtemps on n'aura plus besoin de ces titres d'achat pour vous tenir tous en paix sous la griffe dominatrice. Examinez un moment les états de service de nos compatriotes à la tête de la politique, tant à Ottawa qu'à Québec, et vous verrez à quel prix ces gens là ont obtenu leur position. Je ne prétends pas dire qu'on a placé tous ceux qui se sont le plus *aplatis* ; mais on a soigné les plus influents. Il y en a beaucoup d'autres, et des plus remuants, qui ont reçu le coup de pied de l'âne. Ah ! si tous ces lâches avaient reçu ce coup de pied en échange de leur conduite honteuse, comme nous nous en serions réjouis ici ? Attendez un peu, M. Chicoyne, vous recevrez peut-être un jour une petite récompense des bons conservateurs pour avoir insulté presque la moitié de vos compatriotes. Cette récompense sera digne de celles qui s'achètent sur la rue si souvent ! Si jamais vous mettez les pieds aux États-Unis, M. Chicoyne, et que vous ayez l'occasion d'y rencontrer quelques compatriotes, j'espère qu'ils vous rappelleront vos injures de la façon que vous méritez. Vous trouverez, disséminés dans chaque état de la grande république américaine, presque un aussi grand nombre de Canadiens-Français qu'il y en a dans la Province de Québec. Et, chose qui ne doit pas paraître étrange, c'est que tous sont en faveur de l'annexion du Canada à leur pays d'adoption. Même la plupart de nos prêtres canadiens sont en faveur de cette annexion. Pourquoi ? Parcequ'ici nous réussissons très bien dans nos affaires, et nous avons en même temps la vraie liberté, par tout le pays, de faire notre religion, tout en conservant le respect des races étrangères qui nous entourent. Nous avons appris ici à avoir du caractère et du patriotisme, et nous aimons toujours le Canada, tout en étant fidèles et attachés à nos institutions républicaines. Nous serions heureux de retourner vivre en Canada, le jour où nous pourrions trouver, à Québec, un État de l'Union Américaine

Votre politique actuelle est la cause évidente de

vosre pauvreté. Il n'y a qu'un avenir pour les habitants de la Province de Québec : la politique. Et quel triste avenir ! Pour qu'un député se fasse élire quel que part il lui faut dépenser quatre fois le montant de son indemnité parlementaire. Aussi voyez-vous la plupart de vos représentants dans la dèche et coussus de dettes. Qu'importent les créanciers de cet individu, il est digne de la considération publique : il est député ! Que ce soit M. le député de Yamachiche ou M. le député de Caughnawaga, ce sont de grands hommes : parbleu, ils sont députés ! Regardez-moi ce jeune homme de dix-neuf, vingt ans. Il vient de terminer un cours d'études classiques plus ou moins superficielles ; il réussit à être admis à l'étude de la médecine ou du droit. Au lieu de se livrer sérieusement à l'étude de sa profession, vous le voyez aller pèrorer de place en place, en temps d'élection, et appartenir à quelque club politique. Après trois ou quatre ans de ce genre de vie, il est docteur gros comme le bras, ou avocat avec des aspirations de juge ou de député. Et pour la grande partie de votre population, ce titre de docteur ou avocat est synonyme de grand homme. Il n'y a que les notaires, qui généralement n'aiment pas à épouser la politique : ils n'ont peut-être pas assez confiance en leurs "actes," et préfèrent se livrer entièrement à leur profession.

Vos littérateurs, vos rares artistes, les hommes instruits de tout genre, qui veulent bien visiter le Canada, ne sont pas dignes du tiers de la considération accordée à tous vos petits potentats politiques ! Cette coterie politique nomme vos lieutenants-gouverneurs, vos juges, vos employés publics ; elle fausse l'éducation du peuple.

Cette même coterie politique essaiera bientôt de persuader les habitants de la province de Québec que les anglais ont le droit d'abolir les écoles séparées au Manitoba, en même temps que la langue française. Lorsqu'on aura réglé cette question du Manitoba en faveur des fanatiques, on essaiera peut-être d'en faire autant dans Ontario. Et si l'on réussissait dans cette dernière province, qui sait si on ne s'en laisserait pas faire autant dans la Province de Québec. Je n'hésite pas à dire que, si le fanatisme des provinces anglaises se dirigeait à l'encontre de vos institutions de la Province de Québec, vous verriez vos trois ministres fédéraux rester à "*quat' pattes*," et vous trouveriez à peine quelques députés canadiens-français — parmi les *tories*, bien entendu — qui oseraient lui faire face. Vous entendriez vite ces grands hommes politiques dire d'un air penaud ce que vous pouvez leur entendre dire maintenant : "Que voulez-vous que nous